Le Roi accepte les démissions des ministres du PI

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 24-07-2013 02:00:46

Un communiqué du Cabinet royal rapporte que SM le Roi Mohammed VI a bien voulu accepter les démissions des ministres du PI, qui lui ont été présentée.s par le chef du gouvernement.

Voici le texte intégral du communiqué diffusé par le Cabinet royal le lundi 22 juillet 2013 relayé par l'agence MAP :

"Sa Majesté Le Roi, que Dieu L'Assiste, a reçu ce jour de la part du chef du gouvernement les démissions présentées par plusieurs ministres, membres du parti de l'Istiqlal.

Sa Majesté Le Roi, que Dieu l'Assiste a bien voulu accepter lesdites démissions et enjoint aux ministres démissionnaires d'expédier les affaires courantes jusqu'à nomination de ministres en charge de leurs départements respectifs et ainsi permettre au chef de gouvernement d'entamer ses consultations en vue de constituer une nouvelle majorité".

Les analystes considèrent que l'acceptation par le roi des démissions des six ministres istiqlaliens vient mettre un terme à une période de suspens et de supputations sur le devenir du cabinet Benkirane. Ce dernier devra immédiatement entamer des consultations en vue de reconstituer une nouvelle majorité.

Le premier candidat sera sans nul doute le RNI avec qui le parti et les leaders du parti du chef du gouvernement n'ont pas été tendre particulièrement avec son Président Salaheddine Mezouar accusé d'avoir échangé avec le Trésorier Général du Royaume des primes indues alors qu'il occupait le porte feuille des finances dans le gouvernement Abbas EL FASSI. Pour l'instant le RNI est la seule formation politique de la place a pouvoir combler le vide laisssé par la défection des amis de Chabat.

Le RNI a fait savoir par la voix de son président qu'il n'acceptera un starpontin dans le futur gouvernement Benkirane II. Il semble que le parti de la colombe est décidé à ne pas laisser de plumes dans cette transaction. La question qui se pose est celle de savoir si le chef du gouvernement acceptera ou non de donner assez de mou dans ces tractations afin de contenir la conditionnalité du RNI?

En tout cas des voix au sein du PJD se sont élevées pour dire leurs appréhensions quant à l'hypothèse d'aller vers des législatives anticipées dont le coût politique sera extrêmement difficile à assumer de part et d'autre.

Mais il faudra en définitive se résoudre au fait que la politique a ses raisons et sa propre logique. Affaire à suivre.

Menara